



Les grands titres:

- Afghanistan : l'ONU condamne une frappe aérienne sur un hôpital à Kunduz
- Le Canada appelle à trouver des solutions pour financer la mise en œuvre du développement durable
- La Hongrie appelle les Etats à coopérer pour mettre fin au conflit syrien, préalable à la résolution de la crise des réfugiés en Europe
- La Côte d'Ivoire appelle à une approche concertée sur la crise des migrants
- Le Président de l'Assemblée générale de l'ONU salue l'affluence record des chefs d'Etat au 70ème débat général annuel
- La Guinée confirme la tenue imminente de l'élection présidentielle

Afghanistan : l'ONU condamne une frappe aérienne sur un hôpital à Kunduz



3 octobre - Plusieurs hauts responsables des Nations Unies ont condamné samedi le raid aérien qui a frappé la nuit précédente un hôpital à Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, faisant plusieurs morts et blessés.

« Cet événement est tout à fait tragique, inexcusable et peut-être même criminel », a déclaré dans un communiqué de presse le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. « Les stratèges militaires internationaux et afghans sont tenus de respecter et protéger les civils à tout moment et les établissements médicaux et leur personnel font l'objet d'une protection spéciale. Ces obligations s'appliquent quelle que soit la force aérienne impliquée et quel que soit le lieu de l'opération », a-t-il ajouté.

Plusieurs morts et blessés ont été dénombrés après l'attaque parmi les malades et le personnel médical de cet hôpital, géré par l'organisation Médecins Sans Frontières (MSF).

« Cet événement profondément choquant doit rapidement faire l'objet d'une enquête approfondie et indépendante dont les résultats devront être rendus publics », a affirmé M. Zeid. « La gravité de cet incident est illustrée par le fait que, s'il est établi devant un tribunal qu'il était délibéré, un raid aérien contre un hôpital peut être considéré comme un crime de guerre », a-t-il souligné.

D'après MSF, a déclaré le Haut-Commissaire de l'ONU, les forces pro-gouvernementales avaient été préalablement informées de l'emplacement exact de l'établissement médical.

« Bien qu'il reste encore à établir si l'hôpital et ses alentours étaient la cible de l'attaque ou s'ils ont été indirectement touchés par cette dernière, selon MSF, les raids aériens se sont poursuivis dans la zone 30 minutes après que les forces pro-gouvernementales ont été informées du fait qu'elles mettaient en danger un établissement médical », a expliqué M. Zeid.

Selon le Haut-Commissaire de l'ONU, un porte-parole des Etats-Unis aurait déclaré que des avions américains effectuaient

des frappes au moment où l'hôpital a été touché.

De son côté, le représentant de l'ONU en Afghanistan a lui aussi condamné cette attaque aérienne, qu'il a qualifiée de « tragique et dévastatrice ».

Les hôpitaux « ne doivent jamais faire l'objet d'attaques », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Nicholas Haysom, dans un communiqué de presse.

M. Haysom a noté que le droit international humanitaire interdit également l'utilisation d'établissements médicaux à des fins militaires.

Le Représentant spécial a salué Médecins sans Frontières pour son travail et a exprimé ses condoléances au personnel médical, aux malades et à leurs familles et amis.

« Je renouvelle mon appel à toutes les parties au conflit à respecter et protéger les personnels et les établissements médicaux et humanitaires », a-t-il ajouté.

Le Coordinateur des affaires humanitaires de l'ONU pour l'Afghanistan, Mark Bowden, s'est quant à lui dit « profondément préoccupé » par le sort du personnel de MSF et de leurs patients, ainsi que de la population de Kunduz.

« La population civile est maintenant dans une situation encore plus délicate, car elle se trouve privée d'un soutien médical vital », a-t-il dit.

Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a été cette semaine le théâtre de combats entre les forces gouvernementales et les Talibans, après que ces derniers ont lancé en début de semaine une offensive sur la ville.

Le Canada appelle à trouver des solutions pour financer la mise en œuvre du développement durable



3 octobre - Le Vice-Ministre des affaires étrangères du Canada, Daniel Jean, a souligné samedi la nécessité pour la communauté internationale de trouver des solutions afin de combler le manque de financement disponible pour la mise en œuvre du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Alors que la communauté internationale s'engage à mettre en œuvre le Programme à l'horizon 2030, l'une des principales questions en suspens a trait au financement des Objectifs de développement durable (ODD) », a déclaré M. Jean, lors de la journée de clôture du débat général de la 70ème Assemblée générale des Nations Unies, notant que les projections actuelles sont bien en deçà des milliers de milliards de dollars nécessaires pour mettre en œuvre les 17 ODD que compte le Programme.

« Nous devons trouver de nouvelles façons de combiner les financements issus des bailleurs de fonds, des fondations, du secteur privé et d'autres sources pour combler cette lacune », a-t-il affirmé.

M. Jean s'est par ailleurs félicité de l'inclusion au sein du nouveau Programme de cibles concernant la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, l'une des priorités de développement identifiées par le gouvernement canadien, à laquelle ce dernier a décidé d'allouer 3,5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Sur la question de l'humanitaire, le Vice-Ministre des affaires étrangères a insisté sur la nécessité pour les Etats membres de renforcer leur détermination à respecter le droit international humanitaire, à protéger les civils et à améliorer leur résilience face à des crises éventuelles, notamment dans la perspective du tout premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui aura lieu en mai 2016 à Istanbul, en Turquie.

« En 2014, le Canada a augmenté de 32% sa contribution financière à l'aide humanitaire pour répondre à des besoins sans cesse croissants dans le monde, notamment pour des pays en crise comme l'Iraq, la Syrie, les Philippines, l'Ukraine, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Yémen », a déclaré M. Jean, ajoutant que son pays avait également joué un rôle prépondérant dans la réponse de la communauté internationale face à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Le Vice-Ministre des affaires étrangères a par ailleurs souligné le caractère pressant de la crise des réfugiés en Europe, s'agissant notamment des réfugiés syriens.

« Nous collaborerons avec nos partenaires pour surmonter ces difficultés en accueillant et réinstallant des réfugiés syriens au Canada », a-t-il déclaré, tout en soulignant la nécessité d'un engagement collectif de l'ensemble des Etats membres sur cette question.

Concernant la lutte contre le changement climatique, M. Jean a rappelé que son pays a annoncé son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à savoir d'atteindre 30% de réduction d'ici 2030 par rapport aux niveaux d'émission constatés en 2005.

« C'est un objectif ambitieux qui est cohérent avec les autres grands pays industrialisés et reflète nos circonstances nationales, y compris la position du Canada en tant que chef de file mondial dans la production d'électricité propre », a salué le Vice-Ministre des affaires étrangères, rappelant que son pays a promis de verser 300 millions de dollars supplémentaires au Fonds vert pour le climat, en plus de ses précédentes contributions.

La Hongrie appelle les Etats à coopérer pour mettre fin au conflit syrien, préalable à la résolution de la crise des réfugiés en Europe



3 octobre - Le Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Hongrie, Péter Szijjártó, a appelé samedi la « communauté transatlantique » et la Russie à coopérer pour mettre fin au conflit en Syrie, condition nécessaire pour interrompre le flux de réfugiés fuyant actuellement le pays en direction de l'Europe.

L'Union européenne se heurte actuellement « au plus dur conflit » depuis sa création avec l'arrivée massive de migrants, « sans trouver encore les bonnes réponses », car il n'y a « pas de consensus en Europe ni dans le monde sur l'ampleur, le volume et la nature de ces migrations », a déclaré M. Szijjártó, lors de la journée de clôture du débat général de la 70ème Assemblée générale des Nations Unies.

Le Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Hongrie a noté la complexité de cette crise des réfugiés, dans la mesure où elle implique à la fois des « migrants économiques et des combattants étrangers ».

Alors que le monde compte actuellement près de 60 millions de personnes ayant fui leur domicile, soit un chiffre record depuis la création du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), M. Szijjártó a déclaré que cette situation sans précédent est notamment le fruit de « mauvais choix politiques ».

Face à la déstabilisation d'une grande partie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, notamment du fait de la montée en puissance de Daech, la Coalition internationale n'a obtenu que des succès limités, a-t-il poursuivi.

La maîtrise des flux migratoires en Europe devra nécessairement passer par l'instauration de la paix en Syrie, a toutefois noté le Ministre des affaires étrangères et du commerce.

« Il n'y aura pas de paix réelle sans accord et sans coopération entre la communauté transatlantique et la Fédération de Russie », a-t-il déclaré, appelant la communauté internationale à agir de concert pour trouver une solution au conflit syrien.

M. Szijjártó a également appelé la communauté internationale à s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique, qui encourage selon lui les déplacements massifs de population auxquels l'Europe est actuellement confrontée.

« Si nous ne pouvons maîtriser nos frontières nous allons nous retrouver sans défense », a par ailleurs mis en garde le Ministre des affaires étrangères et du commerce, tout en demandant la mise en place d'une force conjointe de l'Union européenne pour protéger les frontières extérieures du continent.

La Côte d'Ivoire appelle à une approche concertée sur la crise des migrants



3 octobre - L'Ambassadeur de Côte d'Ivoire auprès de l'ONU, Claude Bouah-Kamon, a appelé samedi la communauté internationale à adopter une approche concertée sur le drame des migrants et des réfugiés dans le monde.

« Au moment où nous célébrons les 70 ans de notre Organisation, qui coïncident avec l'adoption d'un nouveau cycle de développement porteur d'espérance, comment ne pas se sentir interpellé par l'insupportable tragédie humaine du phénomène migratoire qui se déroule sous nos yeux ? », a dit M. Bouah-Kamon, lors de la journée de clôture du débat

général de la 70ème Assemblée générale des Nations Unies.

« Face à ce drame humanitaire sans précédent, la communauté internationale doit, dans une approche concertée, globale et cohérente, trouver une réponse humaine à la crise des migrants et des réfugiés, qui fuient la pauvreté, la misère, la violence et les guerres au péril de leur vie », a ajouté l'Ambassadeur ivoirien. « Il en va de notre responsabilité commune ».

Tout en se félicitant des succès enregistrés grâce à l'action de l'ONU depuis 70 ans, M. Bouah-Kamon a attiré l'attention sur « les nombreux défis auxquels notre Organisation et l'humanité restent confrontées ».

« La paix et la sécurité sont en effet menacées partout dans le monde. La criminalité transfrontalière se développe et menace le commerce international. L'extrémisme, porté notamment par les groupes terroristes, gagne du terrain. Boko Haram, devenu 'Etat islamique en Afrique de l'Ouest', continue de semer la désolation et la terreur. La cyber criminalité prend de l'ampleur et la pauvreté, en dépit des efforts engagés pour son éradication, constitue toujours une préoccupation et un facteur handicapant pour le développement et le bien-être des peuples », a-t-il déploré.

Notant que dans un tel contexte, M. Bouah-Kamon a affirmé que les peuples « en appellent surtout à la responsabilité des Nations Unies pour un nouvel engagement en faveur de l'action ». Cet engagement nouveau, a-t-il dit, « doit trouver toute son expression dans la mise en œuvre » du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies lors d'un sommet spécial le 25 septembre.

Concernant ce programme et les 17 Objectifs du développement durable (ODD) qu'il contient, le représentant ivoirien a estimé qu'il s'agit maintenant « d'opérationnaliser tous ces programmes à travers la mise en place des politiques et des réformes appropriées à l'échelle nationale dans nos Etats ».

« C'est tout le sens du Plan National de Développement (PND) élaboré par le Gouvernement ivoirien pour la période 2016-2020 en vue de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020 ; notre objectif étant de réduire de moitié le taux de pauvreté dans notre pays », a-t-il poursuivi.

M. Bouah-Kamon a souligné qu'en matière économique, la Côte d'Ivoire « se retrouve pour la deuxième année consécutive, selon le rapport 'Doing Business 2015' de la Banque Mondiale, parmi les dix pays au monde qui ont mis en place le plus grand nombre de réformes en vue d'améliorer l'environnement des affaires ». Ces réformes, a-t-il affirmé, ont permis à la Côte d'Ivoire de retrouver une forte croissance, avec « un taux moyen de croissance du PIB, pour la période 2012-2014, supérieur à 9 % ».

L'Ambassadeur ivoirien a enfin évoqué la tenue, à partir du 25 octobre prochain, des élections générales qui,

a-t-il assuré, seront « ouvertes et inclusives ». Il s'est félicité à cet égard de la décision prise en juin par le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa résolution 2226, d'autoriser l'Opération de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI) à apporter un appui logistique à son pays, à l'occasion de ces élections.

Le Président de l'Assemblée générale de l'ONU salue l'affluence record des chefs d'Etat au 70ème débat général annuel



3 octobre - Le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Mogens Lykketoft, s'est félicité samedi de la participation record des Chefs d'État et de gouvernement au 70ème débat général de l'Assemblée.

« Alors que nous commémorons le 70ème anniversaire de la création de l'ONU, il a été bien à propos et rassurant d'entendre les dirigeants rappeler et réaffirmer l'esprit et les principes de la Charte [fondatrice des Nations Unies], et réaffirmer leur foi dans le rôle central de l'Organisation au sein de la coopération internationale », a déclaré M. Lykketoft

dans son discours de clôture au débat général de la 70ème Assemblée générale de l'ONU, qui avait commencé lundi 28 septembre.

Le Président de l'Assemblée générale a également salué l'adoption par les 193 Etats membres du nouveau Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 lors du Sommet de trois jours qui a précédé l'ouverture du débat général au siège de l'ONU, à New York.

M. Lykketoft a noté que l'une des questions les plus régulièrement soulevées au cours des six derniers jours a été le sort des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants du monde entier.

« Il a été souligné à maintes reprises que cette crise sans précédent et de dimension mondiale appelle à une réponse mondiale sans précédent, ancrée dans le droit international et la solidarité internationale », a déclaré M. Lykketoft.

« En effet, l'urgence humanitaire tragique dans de nombreuses régions du monde – et en particulier en Syrie et dans les pays voisins – a été mentionnée à plusieurs reprises », a-t-il ajouté, soulignant que de nombreux Etats ont appelé les puissances mondiales et régionales à redoubler d'efforts pour trouver une solution politique et pacifique au conflit syrien.

Le Président de l'Assemblée générale a indiqué que de nombreux États membres ont aussi mis l'accent sur la nécessité de surmonter les obstacles à la paix dans le monde et de combattre la menace terroriste représentée par des groupes tels que Daech, Boko Haram et Al-Chabab.

M. Lykketoft a par ailleurs noté l'insistance des orateurs sur la nécessité urgente d'une réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU, afin que ce dernier puisse être capable de remplir efficacement son mandat tout en reflétant les réalités géopolitiques du monde d'aujourd'hui.

De nombreux pays, a précisé le Président de l'Assemblée générale, ont aussi exprimé leur souhait que l'identification du prochain Secrétaire général de l'ONU, qui sera amené à prendre les rênes de l'Organisation en 2017, soit le fruit d'un processus transparent.

La Guinée confirme la tenue imminente de l'élection présidentielle



3 octobre - Le Ministre des affaires étrangères de la Guinée, François Lourency Fall, a confirmé samedi la tenue imminente d'une élection présidentielle dans son pays, qualifiant cet événement de signe que la dynamique démocratique s'ancre en Guinée.

« Notre pays ne ménagera aucun effort pour participer à cette exaltante entreprise, surtout au moment où il s'ancre dans la dynamique démocratique qui se matérialisera le 11 octobre 2015 par la tenue dans la transparence de l'élection présidentielle », a déclaré M. Lourency Fall à propos de l'engagement de de la Guinée en faveur du multilatéralisme, lors de la journée de clôture du débat général de la 70ème Assemblée générale des Nations Unies.

« Dans ce cadre, je voudrais saluer le rôle prépondérant des Nations Unies et de tous les partenaires dans le processus de dialogue qui a abouti à la signature de l'accord global du 20 août 2015 entre la mouvance présidentielle et l'opposition », a-t-il déclaré.

Issu du dialogue inter-guinéen entamé le 18 juin 2015 avec le soutien notamment des Nations Unies, cet accord entre la mouvance présidentielle et l'opposition avait en effet permis d'apaiser le climat politique dans le pays à moins de deux mois de l'élection présidentielle.

Le Ministre des affaires étrangères de la Guinée a ajouté que cette élection marquera pour son pays « un nouveau départ vers son véritable développement économique et social », en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, adopté la semaine précédente par les 193 Etats membres de l'ONU.

Concernant l'Afrique en général, M. Lourency Fall a salué le fait que le continent ait renoué avec la croissance et investisse dans ses capacités de sécurité et de défense pour se prémunir contre « la flambée de terrorisme dont les ramifications n'épargnent désormais aucun région ».

« Nous devons trouver les voies et moyens pour endiguer ce fléau qui frappe nos populations dans leur chair, s'attaque aux symboles de nos nations et entraîne des crises humanitaires profondes », a appelé le Ministre des affaires étrangères.

Ce pari, a-t-il estimé, ne pourra être gagné sans une « dynamique participative et concertée de nos peuples et de nos pays » pour définir des programmes politiques de développement inclusifs et capable de lutter contre la marginalisation, source de frustration et de repli.

« Ce pari est également tributaire de notre détermination à éliminer les inégalités économiques et les disparités sociales afin de maintenir la stabilité mondiale », a insisté M. Lourency Fall, appelant les Etats d'Afrique à instaurer une culture démocratique garante des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le cadre de relations internationales plus justes et plus équitables.